

Dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe de Travail Protection (GTP) à Diffa et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), REACH a conduit une évaluation finale de la situation en termes de protection des populations déplacées internes et réfugiées vivant dans la région de Diffa. Cette évaluation visait à mieux comprendre les dynamiques de déplacements, les sources d'information ainsi que les problématiques de protection de ces populations afin de permettre une réponse humanitaire plus adaptée. Elle s'inscrit dans le cadre d'un cycle d'évaluations réalisé avec ces mêmes partenaires, dont une évaluation protection de référence réalisée en mai 2017<sup>1</sup>.

Au cours de cette évaluation, 142 sites et 1 camp ont été évalués. Les données ont été collectées entre le 23 octobre et le 10 novembre 2017 à travers des entretiens effectués avec 326 informateurs

clés (IC) personnes déplacées internes (PDI), dont 40 femmes. Les IC ont été sélectionnés en fonction de leurs connaissances vis-à-vis d'une des trois thématiques principales de l'évaluation (protection, situation sécuritaire, accès à l'information/services de base). Les résultats doivent être considérés comme indicatifs, et non représentatifs, de la situation dans les sites évalués. Un total de huit fiches d'information (une par thématique et par statut) ont été réalisées afin de présenter les résultats principaux de cette évaluation.

**Cette fiche présente les résultats quant à la situation en termes de protection de la population déplacée interne présente dans les 121 sites accueillant des PDI.**

## Groupes de personnes vulnérables

**Principaux groupes de personnes vulnérables** identifiés par les IC, par nombre de sites<sup>2</sup> :

- 1 Femmes âgées (50 ans ou plus) (90)
- Hommes âgés (50 ans ou plus) (90)
- 3 Femmes (18-49 ans) (67)

## Documentation légale

Dans **70/121 sites (58%)**, **au moins une partie<sup>3</sup> de la population** n'aurait **pas de documentation légale** (documents d'état civil/acte ou extrait de naissance) selon les IC.

Parmi ces **70 sites<sup>2</sup>** :

### Catégories de la population manquant le plus souvent de documentation légale

1. Femmes (18-49 ans) (27)
1. Femmes âgées (50 ans ou plus) (27)
1. Hommes (18-49 ans) (27)

### Conséquences les plus fréquentes liées au manque de documentation

1. Difficultés en termes de circulation/mouvement (67)
2. Difficultés pour accéder au travail (45)
3. Difficultés pour accéder aux services de base (41)

## Atteintes à l'intégrité de la personne







Dans **25/121 sites (21%)**, les IC ont rapporté qu'au moins une partie<sup>3</sup> de la population a été **confrontée à des atteintes à l'intégrité de la personne au cours des six mois précédant l'enquête**.

Parmi ces sites, **principaux types d'atteinte rapportés**, par nombre de sites<sup>2</sup> :

1. Violences physiques (attaques, meurtres) (18)
2. Menace (13)

## Enregistrement des nouveau-nés

Proportions estimées de la population ayant rapporté aux IC **rencontrer des difficultés pour enregistrer les nouveau-nés**, par nombre de sites :

La totalité		(21)
La majorité		(11)
La moitié		(6)
Une minorité		(6)
Personne		(76)
Ne sait pas		(1)

Parmi les sites dans lesquels au moins une partie de la population a rapporté aux IC rencontrer de telles difficultés (**44**), les **principales raisons** évoquées sont, par nombre de sites<sup>2</sup> :

- 1 Manque de moyens financiers (32)
- 2 Service trop éloigné (17)
- 3 Ne savent pas comment faire (16)  
Ne savent pas où ils peuvent s'enregistrer (16)

# Protection - Déplacés Internes

## Voies de référencement<sup>2</sup>

Existence d'au moins une voie de référencement au sein du site selon les IC, par nombre de sites :



98/121 (81%) Oui  
23/121 (19%) Non

Nombre de sites dans lesquels l'ensemble de la population connaît, a accès à ou utilise les voies de référencement selon les IC :

Connaissance

56/98 (57%)

Accessibilité

61/95 (64%)

Utilisation

51/89 (57%)

## Protection de l'enfance<sup>6</sup>

Dans 59/121 sites (49%), les **bébés** (moins de 5 ans) ont été identifiés comme l'un des **groupes de personnes les plus vulnérables** parmi la population déplacée interne.

Dans 13/27<sup>7</sup> sites (48%), les **garçons** (11-17 ans) ont été rapportés comme étant parmi les **personnes les plus affectées par les incidents sécuritaires**.

Dans 49/94<sup>8</sup> sites (52%), l'éducation a été mentionnée comme étant l'un des **services de base auxquels la population a un accès limité**.

Types d'incidents sécuritaires rapportés par les IC ayant trait à la protection de l'enfance, par nombre de sites<sup>2,7</sup> :

- Attaques contre les écoles et les centres de santé (1)
- Recrutement/association des enfants dans les groupes armés (1)

Parmi les sites dans lesquelles au moins une partie de la population utilise ces voies (88), **principales voies utilisées**, par nombre de sites<sup>2</sup> :

- 1 Education (68)
- 2 Services médicaux (57)
- 3 Accès aux documents (38)

Parmi ces sites / camp, **au moins la majorité de la population considère ces voies comme étant efficaces** dans 79/88 sites (90%) selon les IC.

Principales raisons pour lesquelles ces voies sont jugées efficaces<sup>2,5</sup> :

1. Amélioration des perspectives futures
2. Répondent aux besoins de la population

## Problématiques de protection liées au sexe et au genre

Principaux groupes de personnes vulnérables identifiés par les IC, par genre et par nombre de sites :

(90)	Femmes âgées	Hommes âgés	(90)
(67)	Femmes	Hommes	(34)
(36)	Filles	Garçons	(23)

Types d'atteintes à l'intégrité de la personne rapportés par les IC ayant attrait à la violence basée sur le genre, par nombre de sites<sup>2,9</sup> :

- Viol (5)
- Agressions basées sur le genre (3)
- Mariage forcé/précoce (1)

Les **femmes et les femmes âgées** ont été identifiées<sup>2</sup> comme étant parmi les **groupes de personnes manquant le plus souvent de documents d'état civil/acte ou extrait de naissance**<sup>10</sup>.

<sup>1</sup> REACH - GTP - HCR, Evaluation de la Situation en Termes de Protection des Personnes Déplacées à Diffa, mai 2017, <http://bit.ly/2s7oAG9>

<sup>2</sup> Les IC pouvaient choisir plusieurs options.

<sup>3</sup> La catégorie 'une partie' regroupe les réponses 'oui, la majorité', 'oui, la moitié' et 'oui, une minorité'.

<sup>4</sup> Connaître les voies de référencement implique savoir à qui s'adresser en cas de problème afin de recevoir de l'aide. Par exemple : chef de village/communauté ou Boulama, le comité de protection, appui psychosocial, accès aux documents, etc.

<sup>5</sup> Parmi les 88 sites dans lesquels au moins une partie de la population considère les voies de référencement comme étant efficaces.

<sup>6</sup> Etant donné que seuls des IC adultes ont été interrogés en raison de la méthodologie utilisée, les problématiques liées à la protection de l'enfance ont pu être sous rapportées.

<sup>7</sup> Parmi les 27 sites dans lesquels des incidents sécuritaires ont été rapportés au cours des six mois précédant l'enquête.

<sup>8</sup> Parmi les 94 sites dans lesquels au moins une partie de la population a un accès limité aux services de base.

<sup>9</sup> Parmi les 25 sites dans lesquels des atteintes à l'intégrité physique ont été rapportées.